

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19083 - 74ÈME ANNÉE

Gilles Leperlier et Jessie Caro appellent au rassemblement

Non à la fermeture de l'hôpital de Saint-Louis

Le plan de redressement présenté par la direction du CHU et validé par le CO-PERMO prévoit la fermeture de l'hôpital de Saint-Louis. Gilles Leperlier et Jessie Caro, candidats à la législative partielle de la 7e circonscription, appellent au rassemblement pour préserver un indispensable service public de proximité.

À l'occasion d'une conférence de presse hier, le candidat dans la 7e circonscription, Gilles Leperlier et sa suppléante Jessie Caro, ont dénoncé la décision de fermeture de l'hôpital de Saint-Louis et plaidé pour un meilleur système de santé.

Preuve du soutien de leur candidature, des professionnels ont communiqué au candidat le compte rendu du Comité de la Performance et de la Modernisation de l'Offre de soins Hospitaliers (CO-PERMO), actant le 31 janvier 2018 la fermeture de l'hôpital de Saint-Louis et la vente du terrain et des bâtiments pour 2 millions d'euros.

7 millions d'euros manquants sur la vente de l'hôpital

Gilles Leperlier a pointé du doigt le compte-rendu du CO-PERMO, stipulant qu'une évaluation du montant de la cession du site de Saint-Louis par France Domaine a permis de sécuriser à minima la première estimation annoncée à 2 millions d'euros.

« Ce qui veut dire qu'aujourd'hui, l'hôpital de Saint-Louis va fermer ses portes et qu'il est en vente pour un montant estimé par France Domaine et arrêté à 2 millions d'euros. Mais quand on re-

vient sur le document, on voit que France Domaine a eu une première estimation à 9 millions d'euros. Alors pourquoi, à la page suivante, la somme de 2 millions d'euros est arrêtée ? a assuré Gilles Leperlier. En effet, où sont passés les 7 millions d'euros en moins ? « Il y a là un micmac, les choses ne sont pas très claires ».

Alors que La Réunion fait face à une hausse démographique, à la multiplication des épidémies, et au manque de personnel soignant, « nous devons nous mobiliser pour défendre l'hôpital de Saint-Louis, ainsi que l'hôpital et l'offre de soin de proximité qui répondent aux attentes de la population », a déclaré le candidat.

Sa suppléante Jessie Caro, professionnelle de santé, a expliqué la nécessité de conserver cet hôpital ainsi que toutes les structures de l'île, car le manque de place et de personnel sont des risques majeurs encourus par les Réunionnais. « Je fais face, chaque jour, à des patients qui sont hospitalisés pour des problèmes de santé, dont la plupart sont envoyés au CHU de Saint-Pierre, d'autres en médecine à Saint-Louis et plus rarement sur Saint-Paul, faute de place », a expliqué la jeune femme.

Pour des soins de proximité

La fermeture de l'hôpital soulève l'indignation, car la structure est un patrimoine historique, et elle répond aux attentes des Saint-Louisiens et de la population de la micro-région, a expliqué Jessie Caro. Cette dernière a réagi à la réforme du système de santé par la ministre, Agnès Buzyn, assurant qu'aucune fermeture d'hôpital de proximité n'aura lieu. Or pour l'infirmière, la décision de fermer l'hôpital de Saint-Louis, va à l'encontre de cette procédure : « tout comme les menaces de fermeture de l'hôpital de Cilaos ».

Un avis partagé par Gilles Leperlier, qui a expliqué que « derrière ces effets d'annonce, il y a une réalité. La question que l'on peut se poser en entendant la ministre, c'est quoi un hôpital de proximité ? ». Car selon le décret du Ministère des affaires sociales et de la Santé du 23 juin 2016, l'île ne possède pas d'hôpitaux de proximité, s'est indigné le jeune homme.

Ce dernier a ainsi évoqué les critères de l'État pour définir « en France » un hôpital de proximité. D'une part, il faut être à moins 20 minutes en voiture, « ce qui veut dire que pour la personne de La Rivière Saint-Louis qui irait à l'hôpital de Saint-Louis, il faut plus de 20 minutes. Si elle va à Saint Pierre, faut au moins une heure. Donc, rien que sur ce seul critère de distance et de temps de trajet fixé par l'État, l'hôpital de Saint-

Louis devrait paraître dans les hôpitaux de proximité et ne devrait pas fermer ».

D'autre part, l'État définit la fragilité du territoire. Il s'agit tout d'abord de la part de la population âgée de plus de 75 ans, qui doit être supérieure à la moyenne nationale de 9 %. Pour le candidat, « la population à proximité de l'hôpital justifie ce premier argument ». Ensuite, il faut que la population vivant sous le seuil de pauvreté soit supérieur à la moyenne nationale de 14 %. « A La Réunion, on est à 49 % de la population », a répondu Gilles Leperlier. À partir de ces deux faits, Gilles Leperlier et Jessie Caro estiment que l'hôpital de Saint-Louis répond pleinement aux critères d'un hôpital de proximité et devrait donc être épargné par la nouvelle réforme de santé prévu le mois prochain par le gouvernement.

Préserver l'emploi et la santé des Saint-Louisien

« On sait que la population va continuer à augmenter, qu'il y aura de plus en plus de personnes âgées, que la situation s'aggrave au niveau social et économique, et que ces critères vont être encore plus importants dans les années à venir, cela justifie la nécessité de maintenir l'hôpital de Saint-Louis ouvert, mais aussi de le renforcer

et de le conforter, en médecine générale de proximité, pour répondre aux besoins de la population », a assuré le candidat soutenu par le Parti Communiste Réunionnais.

De son côté, Jessie Caro s'est alarmée : « la fermeture de l'hôpital de Saint-Louis est complètement inadmissible. L'hôpital de Saint-Pierre manque déjà cruellement de place, si l'hôpital ferme ses portes, c'est prendre le risque d'obliger nos malades à faire plus de distance pour être pris en charge par un personnel hospitalier adéquat. Ce même personnel qui risque d'être muté voire licencié ».

En effet, comme l'a expliqué Gilles Leperlier, « au-delà de cette offre

de soins, l'hôpital de Saint-Louis, c'est 120 agents. L'hôpital de Saint-Louis est au cœur du centre-ville, cela veut dire qu'il a une attractivité économique importante, qu'il contribue au développement du centre-ville et de la commune ». Raisons pour lesquelles, « fermer l'hôpital de Saint-Louis, c'est mettre en danger la santé des Réunionnais, c'est mettre en danger le développement économique du centre-ville et de Saint-Louis, d'où l'importance de se mobiliser ».

Correspondant

Fournir de meilleurs soins aux Réunionnais

Un premier tract sera diffusé dans la semaine pour « dénoncer une politique comptable de la santé des Réunionnais qui n'a pas de prix. Investir sur la santé, sur l'offre de soin de proximité, c'est investir pour l'avenir. C'est protéger notre population et La Réunion qui est aussi très sensible aux risques sanitaires dans notre région », a assuré Gilles Leperlier.

Un courrier sera également envoyé à la ministre de la santé, Agnès Buzyn. Pour le candidat aux législatives, « renforcer et conforter l'hôpital de Saint-Louis, de Cilaos, et de Saint Joseph, ce sont autant de garanties pour l'avenir de La Réunion ». Mais « pensons aussi à ces familles qui auront des difficultés à rendre visite à leur proche », faute de pouvoir se déplacer, a souligné Jessie Caro.

Raisons pour lesquelles, le candidat et sa suppléante militent pour assurer « la qualité des soins, améliorer la prise en charge des patients, permettre aux malades de réaliser des examens non réalisables à domicile (radio, scanner, IRM...), d'être soigné dans de bonnes conditions, de former les professionnels »

In kozman pou la rout

« In zyé i vol mayi, l'ot i vèye gardien »

Pli lontan k'mi rapèl l'avé touzour volèr dann bitasyon. Sa la pa komans zordi solman, konm i antann souvan dann radyo : i anparl volèr banane, volèr tomate, volèr létshi é total kapital. Biensir sak i fé vol son bien lé pa kontan é sa sé in n'afèr normal pars ou la travaye pou sa, ou la pran lo soin avèk sa, épi toudinkou in lékip malfondé i vien pou vol out afèr. Mé kozman moin la mark an-o la i konsèrn ni lo mayi, ni lo gardien mayi, li konsèrn sak in pé i pé i apèl in kokètri dann zyé. In moun kayeloush si zot i vé : lo dé zyé i rogard pa dann mèm sans. Si li di aou : « La plui i tonm Moka ! » Pé sfèr lo doi i amontr Moka mé lo zyé i agard in n'ot koté mèm lo d zyé i rogard pa mèm loté. Mi rapèl demoun lété konmsa, dann tan, l'avé ont in n'afèr final-de-kont la pa in l'infirmité sanm pou moin. Sé arienk pou kozé ... Alé ! Mi kite azot roflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

La Réunion, filiale d'intérêts extérieurs ?

La liquidation du groupe Apavou a fait couler beaucoup d'encre et de salive mais engendrer peu de réactions appropriées chez les politiques. Pourquoi un tel silence alors même que des repreneurs sont déjà sur les rangs. Ce n'est donc pas une si mauvaise affaire.

Le Parti Communiste Réunionnais a communiqué sur le sujet. Il fait 3 constats et soulève une question.

1- la dépossession des Réunionnais de la direction économique du secteur immobilier suit une tendance lourde. La SIDR est passé à la CDC-Habitat (Caisse des dépôts et consignations). En son temps, le sénateur Paul Vergès était intervenu pour éviter la nationalisation de ce fleuron immobilier, notamment en faisant intégrer les Collectivités réunionnaises dans l'alternative. Le gouvernement est passé outre. La SHLMR a été rachetée par Solendi. Ces 2 sociétés comptaient pour un peu plus de 50000 logements en gestion. Avec 2500 logements seulement et quelques hôtels, le refus d'Apavou de vendre ses biens a trouvé ses limites et provoqué un fort retentissement. A qui le tour ?

2-la dépossession des Réunionnais de la politique du logement est préjudiciable à un secteur crucial pour le développement économique du pays et l'épanouissement de l'individu. Toutes ces opérations d'acquisitions sont présentées avec force médiatique comme nécessairement vertueuses et bonnes pour les Réunionnais. Or, à aucun moment il n'a été présenté un plan global pour résorber 25000 demandes de logement en souffrance et anticiper le million d'habitants vers 2030, sans compter la réfection d'un parc vieillissant et d'accès routiers défoncés. La pénurie de logements divise la population réunionnaise et occasionne des actes de xénophobie.

3- la dépossession des Réunionnais de la majorité

des capitaux produits sur place par l'immobilier a été spectaculaire. D'un coup, des détenteurs de capitaux extérieurs deviennent propriétaires d'une importante superficie de La Réunion alors que la surface utile de notre île est limitée à 800km². Le contexte spéculatif a entraîné une revalorisation de leur capital foncier. Par exemple, au lendemain d'un déclassement de plusieurs dizaines d'hectares à Saint-Paul, de Châteaueux a cédé ses parts dans CBO à des capitaux Belges.

Au final, déposséder les Réunionnais de leviers essentiels du développement alimente un constat : aucun acteur Réunionnais n'est préparé à la compétition mondiale. A petite échelle régionale, Apavou est encore l'un des rares opérateur régional. Le phénomène touche désormais quasiment tous les secteurs de l'économie, du social et de la culture. Dès lors, la question qui est posée est : à quoi rime ce mouvement stupide de déresponsabilisation des Réunionnais ?

A La Réunion, il ne reste plus que des filiales ou des guichets dans le rôle de "collector". Les bénéficiaires repartent dans les "hauts de bilan" de plus en plus opaques d'agents aux intérêts extérieurs. Il est impossible d'avoir des informations fiables sur le flux monétaire occasionné par 25 milliards de chiffre d'affaires annuel en territoire réunionnais. Pourquoi la transparence n'est-elle pas respectée ? Au lieu de s'acharner sur les derniers des Mohicans, il eut été intéressant de savoir qui possède quoi à La Réunion ? Pour quelles stratégies de développement ? Dans le secteur des bureaux d'études, le phénomène frise le ridicule tellement les intérêts sont imbriqués dans des réseaux visant l'exclusion des cabinets réunionnais. D'une manière générale, La Réunion devient de plus en plus une terre de filiales aux mains d'intérêts monopolistiques extérieurs.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Kann la pa solman dosik-5- Sé galman manzé pou zanimò

Mi koné pa si bann z'ansien néna ankor dann z'ot mémoir bann z'imaz kan zot lété marmaye. Isi lo bèf bien sèrvyab i ral sharète, kisoï Laflèr sansa roujé i anval bann shou d'kane avèk sèryé. Tèrla, kabri i déshir son paké fèye anmaré avèk in kord shoka koté son tète. Dann son park koshon apliké i mashtik inn-dé né kann épi li lèss an plas in pé déshé jone la pi lo zi dodan. Poul i grate avèk son pate in paké la salté. Kok i rode bataye avèk kanar. Tank'a papang i tras dann syèl son bann parkour an sèrkl zis dosi poulayé pou li oir si la poin in poul fatigé la pèrd son ban pou li poz son grapin dosi. Mèm lapin néna son par fèye kann pou li brouté... zordi zanimò i manz pi konmsa : la poud rabato, granilé, alala son réjime manzé-mélanzé avèk médikaman - bonpé pli shèr par raport lo pasé pars i domann sak i apèl bann z'intran l'inportasyon. Manzé-la, konm zot i koné, i dévir lo do avèk l'alimantasyon rézoné épi dirab.

Astèr si ou i kalkil bien, kann, son bann produi dérivé épi son bann déshé néna ankor, si ni port antansyon, in bon plas dann manzé zanimò, sirtou si ni néglj pa kalité fouraz kann i pé donn anou. An promyé la pa bézoin alé rode ali loin pars sé sir plas i produi bann manzé zanimò la donk i gingn fé lékonomi bann gaz avèk l'éfè d'sèr : in lékonomi dsi lo transpor. Dézyèmman, si ni kalkil bien, bann z'élvèr i pé fé bon zékonomi larzan par rapor bann nouritir bann l'izine i fabrik, kisoï shé nou, kisoï déor. Arzout ankor avèk sa in gran varyété dann la nouritir zanimò : kisoï tète kann, - i apèl sa bann z'amar, kisoï lo shou, kisoï lo kèr, kisoï lo bagass, kisoï ankor la mélass, kisoï bann pye sèk sansa bann paye vèr. San obliyé bann zèrb i pous rant bann méné si ni vé bien alé rodé.

Désèrtin nouritir néna in bonpé fibr anndan lé bon pou bann zanimò i rimine konm bèf, kabri, mouton épi an zénéral tout bann zanimò néna in léstoma kon pliké avèk plizyèr posh néna z'ot nom an kréol konm an fransé : lo féyé i apèl galman an kréol lo port fèye : zot i ansèrv tout bann propriyé néna dann bann nouritir zanimò i pé tir dann kann... Bann zanimò ni apèl monogastrik konm koshon, lapin, volaye ot galman zot i trouv z'ot kontan dann bann nouritir i sort dann kann-pou zot i fo sirtou bann nouritir néna poin tro fibr anndan. A pa obliyé ké la nouritir kann i trouv sa dann la sèzon sèk donk lo sèzon la poin bonpé fouraz. Epi bann fouraj i pèrs bonpé z'ot valèr pou nourir zanimò alé oir kann lé o top dann lo sèzon sèk.
(la pankor fini)

Vokabilèr : shou d'kann.

I apèl sa galman tète kann sansa amarres pars i amar sa an paké pou port dsi la tète. Ni pé dir an kantité sa inn an parmi bann produi prinsipal ou i gingn dann la koup kann. A bien rogardé néna troi parti la-dan : la tij la pankor mir épi lé pov an sik : sa mèm bann zanimò i yèm lo pli myé, épi bann fèye vèr é pou finir bann fèye sèk. Fouraz-la sa i gate pa si i fé in bon l'ansilaj bien abrité par raport l'èr épi protézé par in sinp pilvérizasyon avèk la mélass coupé dann lo. Astèr ni pouré galman anparl bann z'ashar kèr kann, épi kari kèr kann pa pou bann zanimò kat pate mé dé pate konm nou lo zonn. Si ni anparl divèrsifikasyon sa osi i fo ni anparl.

Justin